



Département des Langues et Civilisations (DLC)

Toulouse, le 1<sup>er</sup> septembre 2015

**Appel à communications**  
**JOURNÉE D'ÉTUDE INTERNATIONALE**

**L'activisme au-delà des frontières : société civile et réseaux transnationaux**

Le Département des Langues et Civilisations (DLC) de l'Université Toulouse 1-Capitole organise le 6 mai 2016 une Journée d'Étude internationale intitulée : « **L'activisme au-delà des frontières : société civile et réseaux transnationaux** ». Les langues de travail seront le français, l'anglais, l'espagnol et le catalan. Les communications de la Journée d'Étude seront proposées pour une publication dans *Miroirs*, la revue en ligne du DLC : [www.revuemiroirs.fr](http://www.revuemiroirs.fr).

Cette Journée d'Étude internationale et interdisciplinaire prétend réunir des chercheurs de sciences sociales, politiques et humaines (droit, sciences politiques, sociologie, histoire, civilisations des pays anglophones, ibériques et hispaniques...) qui s'interrogeront sur les dynamiques à l'origine des réseaux transnationaux mis en place par différents acteurs de la société civile en parallèle des institutions étatiques et parfois même en compétition avec elles, lorsque celles-ci s'emparent de prérogatives traditionnellement réservées aux Etats.

A l'heure où l'Investigatory Powers Tribunal, la cour chargée des services de renseignement britannique, révèle un espionnage d'Etat mené à l'encontre d'Amnesty International, l'importance stratégique des associations civiles dans la sphère publique internationale ne fait plus aucun doute. La mondialisation et le regroupement des Etats dans des instances supranationales ont engendré des répercussions sur la nature et la forme de l'action militante, qui tend à se développer sur le modèle de l'action transnationale, un activisme au-delà des frontières. Comme le soulignent Della Porta et Kriesi (1998), « le déplacement des lieux de décision et des espaces politiques de référence a suscité [...] des formes nouvelles de mobilisation ». Les institutions supranationales n'ont plus le monopole de la revendication de valeurs humanistes et universelles, à l'instar de l'Union Européenne, qui, vacillante face à la tragédie des migrants en Méditerranée et à la détresse économique de la Grèce, est emprisonnée dans une indécision paralysante et un double discours, ouvrant ainsi un champ d'action aux réseaux transnationaux. Ces réseaux, liés par le ciment d'un engagement à la fois ressenti et décrit comme le fruit d'un impératif moral, fondé sur la défense des droits de l'Homme, ont pour caractéristique l'utilisation de l'action directe, qui vient contrecarrer la passivité des Etats et des instances supranationales, mettant ainsi en lumière un déni démocratique latent au sein de ces entités politiques.

Notre Journée d'Étude propose de s'interroger sur les plateformes citoyennes, associations, coopératives, comités, ONG humanitaires, syndicats, mouvements, mouvements blancs, groupements, etc... qui, sans soutien institutionnel, parviennent à s'associer à des structures homologues de l'étranger. Ces groupes, apparus dès la fin des années 1960 et particulièrement dynamiques aujourd'hui, constituent des réseaux transnationaux, unis par des valeurs et un

discours communs, qui sont à l'origine d'échanges tangibles d'information et de services (Keck et Sikkink, 1998). Nous souhaitons étudier les modalités de l'action collective et l'impact réel de ces structures militantes créées de manière horizontale. Nous aborderons la question du fonctionnement des collaborations transnationales, des différents types d'action engagées (lobbying politique, manifestations, piquets de grève, promotion de la culture, boycott, opérations coups de poing...) mais aussi des discours nourris par une rhétorique de l'explication et de la justification qui entourent ces formes d'action et visent à promouvoir une image attractive des groupes mobilisés. Nous questionnerons aussi la nature commune des causes épousées, les motivations des acteurs politiques et l'obtention de financements qui permettent de soutenir l'action collective. L'ancien président de l'Uruguay, José Mujica, a déclaré : « les humains doivent cesser de raisonner en « nationaux » et commencer à réfléchir en tant qu'espèce et pour cela nous devons nous doter d'une gouvernance mondiale ». Les Etats peuvent-ils encore apporter des solutions aux défis de notre temps ? Les activistes transnationaux seraient-ils une nouvelle forme de gouvernance mondiale et mondialisée ? Pourraient-ils le devenir ? Ont-ils cette ambition ? Où s'arrête l'humanitaire et où commence la politique ? Nous tenterons d'apporter une réponse à ces problématiques, grâce à l'échange de spécialistes des aires géographiques liées à nos quatre langues de travail.

Les communications, d'une durée de 20 minutes, pourront explorer les pistes suivantes :

- Les nombreux visages de l'activisme transnational (politique, culturel, environnemental, philanthropique, religieux, scientifique, antiraciste, LGBT...)
- Représentation, mise en scène, utilisation du symbole, rhétorique de la justification et langage du mécontentement dans le discours militant
- Mécanismes de concertation et potentiel créateur : le fossé avec le répertoire d'action collective traditionnel
- Idéologisation de l'engagement et des pratiques militantes dans l'action collective transnationale
- Réactivité face à l'actualité, organisation de contre-pouvoirs et définition d'une « internationale civile »
- Dynamiques de la revendication et rupture avec une norme de participation à la sphère publique : l'agir-ensemble intentionnel
- Subversion, provocation et potentiel de déstabilisation de l'action transnationale
- Nationalisme, sentiment identitaire, identités catégorielles et prosélytisme dans les réseaux transnationaux
- Empathie et identification : le rôle de l'émotionnel dans les réseaux transnationaux
- Utilisation des réseaux sociaux et des nouvelles technologies dans les réseaux transnationaux
- Défense des droits de l'Homme et coopération internationale
- L'activisme transnational comme arme de régénération démocratique

**Les propositions de communication (250 mots environ) devront être envoyées à [marie-violaine.louvet@ut-capitole.fr](mailto:marie-violaine.louvet@ut-capitole.fr) et [michel.martinez@ut-capitole.fr](mailto:michel.martinez@ut-capitole.fr) avant le 31 décembre 2015.**

Organisateurs de la Journée d'Etude:

Marie-Violaine Louvet

Michel Martinez